



# UNRISD

United Nations Research Institute for Social Development

## **Expérience de la ville de Dakar en matière de politiques d'économie sociale et solidaire**

**Malick DIOP**, *Juriste, Coordonnateur national du Réseau des Acteurs et des Collectivités Territoriales pour l'Economie Sociale et Solidaire au Sénégal (RACTES)*

**Aminata Diop SAMB**, *Juriste, Directrice du Fonds de Développement et de solidaire Municipale de la ville de Dakar (FODEM).*

Document préliminaire préparé pour le projet de l'UNRISD  
«Promouvoir l'ESS par le biais des politiques publiques:  
Lignes directrices pour les gouvernements locaux»

Février 2021



# UNRISD

United Nations Research Institute for Social Development

L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) est un institut de recherche autonome au sein du système des Nations Unies qui entreprend des recherches pluridisciplinaires et des analyses politiques sur les dimensions sociales des problèmes contemporains de développement. Le travail de l'Institut vise à garantir que l'équité, l'inclusion et la justice sociales sont au cœur de la réflexion, des politiques et des pratiques en matière de développement.

UNRISD, Palais des Nations  
1211 Geneva 10, Switzerland

Tel: +41 (0)22 9173020  
[info.unrisd@un.org](mailto:info.unrisd@un.org)  
[www.unrisd.org](http://www.unrisd.org)



Le Forum Mondial de l'Economie Sociale (GSEF) est un réseau mondial de l'économie sociale et solidaire (ESS) qui vise à servir de plaque tournante pour le partage de visions et d'expériences grâce à une collaboration et une coopération transfrontalières basées sur des partenariats multilatéraux (public-privé-communauté) pour un monde inclusif, équitable et centré sur l'humain pour nous tous.

Droits d'auteur © Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) et le Forum Mondial de l'Economie Sociale (GSEF).

Ce n'est pas une publication officielle de l'UNRISD. La responsabilité des opinions exprimées incombe uniquement à leur(s) auteur(s).

# Table des matières

<b>Introduction : Objectifs et points saillants de l'étude.....</b>	<b>1</b>
<b>1 L'ESS au Sénégal : Contexte et États des Lieux .....</b>	<b>2</b>
1.1 Différents éléments de l'écosystème de L'ESS au Sénégal.....	3
1.2 Différents éléments de l'écosystème de L'ESS de la Ville de Dakar .....	4
1.3 Opportunités et enjeux .....	4
<b>2 Conception et mise en œuvre d'un Plan d'Accompagnement de l'ESS .....</b>	<b>5</b>
2.1 Éléments constitutifs des programmes d'ESS.....	5
2.1.1 Un mécanisme d'encadrement et de financement des projets d'ESS : Du soutien aux activités génératrices de revenus à la promotion et au financement des projets ESS.....	6
2.1.2 Un mécanisme de soutien aux Activités Génératrices de Revenus (AGR) aux familles en situation de pauvreté.....	7
2.1.3 Un mécanisme de soutien au volontariat : une impulsion à la dynamique de la participation citoyenne dans le processus de construction urbaine.....	7
2.1.4 Un mécanisme de soutien à l'agriculture urbaine pour une économie verte et circulaire.....	8
2.1.5 Un mécanisme de soutien à la culture urbaine : une démarche communautaire de promotion socioculturelle.....	8
2.1.6 Les limites de conception et de mise en œuvre d'un plan d'accompagnement de l'ESS.....	9
2.2 Processus de développement des programmes visant l'ESS.....	10
2.3 Stratégies pour une appropriation par les différents détenteurs d'enjeux .....	11
<b>3 Prise de Décision .....</b>	<b>12</b>
3.1 Outils d'aide à la décision.....	12
3.1.1 Au niveau national.....	12
3.1.2 Au niveau local.....	12
3.2 Modalités de prise de décision : mécanismes participatifs, consultations et partage d'information .....	13
3.2.1 Au niveau national.....	13
3.2.2 Au niveau local.....	14
<b>4 Cadre Juridique .....</b>	<b>15</b>
4.1 Revue de cadre juridique régulant l'ESS .....	15
4.1.1 Au niveau africain ou Zone Franc ou Communautaire.....	15
4.1.2 Au niveau national.....	16
4.1.3 Au niveau local.....	17
4.2 Mise en place de règles de droit adaptées .....	17
<b>5 Appui aux Organisations d'ESS .....</b>	<b>18</b>
5.1 Au niveau national .....	18
5.1.1 Mesures financières : des structures de financement des OESS .....	18
5.1.2 Mesures techniques et scientifiques : des structures d'encadrement des OESS .....	19
5.1.3 Mesures d'appui social : des structures de protection sociale des OESS.....	19
5.2 Au niveau local .....	19
5.2.1 Des structures décentralisées d'accompagnement .....	19
5.2.2 Une éligibilité simplifiée des OESS .....	20
<b>6 Plans et Programmes de Développement.....</b>	<b>20</b>
6.1 Au niveau national .....	20
6.2 Au niveau local .....	21
<b>7 Renforcement des Capacités .....</b>	<b>22</b>
7.1 Au niveau national .....	22
7.2 Au niveau local .....	22
<b>8 Accès au Marché et au Financement.....</b>	<b>23</b>
8.1 Au niveau national .....	23
8.2 Au niveau local .....	24
<b>9 Stratégies de Sensibilisation, d'Information et de Plaidoyer .....</b>	<b>24</b>
<b>10 Collecte de données, recherches et partage de connaissances et de leçons apprises .....</b>	<b>25</b>
<b>Conclusion .....</b>	<b>26</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>27</b>

## Tableau des acronymes

<b>3FPT</b>	Fonds de Financement Professionnel et Techniques
<b>ADS</b>	Agence de Développement Social
<b>AECID</b>	Agence espagnole pour la coopération internationale au Développement
<b>AFD</b>	Agence française de développement
<b>AGR</b>	Activités Génératrices de Revenus
<b>AIMF</b>	Association Internationale des Maires Francophones
<b>ANCAR</b>	L'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural
<b>ANIDA</b>	Agence Nationale d'Insertion et de Développement Agricole
<b>ANPEJ</b>	Agence Nationale de Promotion de l'Emploi des Jeunes
<b>ANSD</b>	Agence National de Statistiques et de la Démographie
<b>APDA</b>	Agence pour la Promotion et le Développement de l'Artisanat
<b>ASC</b>	Associations Culturelles et Sportives
<b>BMN</b>	Bureau de Mise à Niveau
<b>BNDE</b>	Banque Nationale de Développement Economique
<b>CAEL</b>	Cellule d'Appui aux Elus Locaux
<b>CEFOPPEM</b>	Centre de Formation Professionnelle et de Perfectionnement du Personnel Municipal
<b>CEPEM</b>	Couveuse d'Entreprise pour la Promotion de l'Emploi par la Micro-entreprise
<b>CIFAL</b>	Centre International pour la Formation des Autorités Locales
<b>CMD</b>	Crédit Municipal de Dakar
<b>CMU</b>	Couverture Maladie Universelle
<b>COCC</b>	Code des obligations civiles et commerciales
<b>CPC</b>	Conférence Panafricaine Coopérative
<b>DASS</b>	Direction de l'Action Sanitaire et des Services aux Personnes
<b>DEESS</b>	Direction de l'Encadrement de l'Economie Sociale et Solidaire
<b>DER</b>	Délégation à l'Emploi Rapide
<b>DGPPE</b>	Direction générale de la Planification et des Politiques Économiques
<b>DOB</b>	Débat d'Orientations du Budgétaire
<b>DPDD</b>	Direction de la Planification et du Développement Durable
<b>DPEE</b>	Direction de la prévision et des études économiques
<b>DPNDC</b>	Document de Politique Nationale de Développement des Coopératives
<b>EHCVM</b>	Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages
<b>ENSIS</b>	Enquête Nationale sur le Secteur Informel au Sénégal
<b>ESEA</b>	Ecole Supérieure d'Economie Appliquée
<b>ESS</b>	Economie Sociale et Solidaire
<b>FCFA</b>	Franc de la Communauté Financière Africaine
<b>FIMF</b>	Fonds d'impulsion de la microfinance
<b>FMDV</b>	Fonds Mondial pour le Développement de Villes
<b>FNCF</b>	Fonds National de Crédits aux Femmes
<b>FNPEF</b>	Fonds National de Promotion de l'Entrepreneuriat féminin
<b>FODEM</b>	Fonds de Développement et de Solidarité Municipal
<b>FONGIP</b>	Fonds de Garantie des Investissements Prioritaire
<b>GIE</b>	Groupements d'Intérêt Economique
<b>GSEF</b>	Forum Mondial de l'Economie Sociale

<b>IFAN</b>	Institut Fondamental d’Afrique Noire
<b>IMF</b>	Institutions de Microfinance
<b>IPM</b>	Instituts de Prévoyance Maladie
<b>ISDL</b>	Institut Supérieur de Développement Local
<b>LARTES</b>	Laboratoire de Recherche sur les Transformations Economiques et Sociales
<b>LPSMESS</b>	Lettre de Politique Sectorielle de la Microfinance et de l’Economie Sociale et Solidaire
<b>MCPME</b>	Ministère du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises
<b>MECMU</b>	Mutuelle d’Epargne et de Crédit de la Municipalité de Dakar
<b>MEFP</b>	Ministère de l’Economie, des Finances et du Plan
<b>MEPC</b>	Ministère de l’Economie, du Plan et de la Coopération
<b>MFB</b>	Ministère des Finances et du Budget
<b>MFCAC</b>	Mission Française de Coopération et d’Action Culturelle
<b>MMESS</b>	Ministère à la Microfinance et à l’Economie Sociale et Solidaire
<b>OCDE</b>	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
<b>OESS</b>	Organisation d’économie sociale et solidaire
<b>OHADA</b>	Organisation pour l’Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
<b>OIF</b>	Organisation Internationale de la Francophonie
<b>OIT</b>	Organisation internationale du Travail
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>PADEF/EJ</b>	Projet d’Appui au Développement de l’Entrepreneuriat féminin et de l’Emploi des jeunes
<b>PAFSEP</b>	Projet d’appui aux Familles en Situation de Pauvreté
<b>PAP 2A</b>	Plan d’Action Prioritaire Ajusté et Accéléré
<b>PFA nE</b>	Plateforme des Acteurs non Etatiques
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PLD</b>	Plans Locaux de Développement
<b>PLDESS</b>	Plan Local de Développement de l’ESS
<b>PME</b>	Petites et moyennes entreprises
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>PRES</b>	Programme de Résilience économique et sociale
<b>PSE</b>	Plan Sénégal Emergent
<b>RACTES</b>	Réseau des acteurs et des collectivités territoriales pour l’ESS du Sénégal
<b>RAESS</b>	Réseau Africain d’Economie Sociale et Solidaire
<b>RGE</b>	Recensement Général des Entreprises
<b>RIPESS</b>	Réseau intercontinental de promotion de l’économie sociale et solidaire
<b>SFD</b>	Système Financier Décentralisé
<b>UCAD</b>	Université Cheikh Anta DIOP
<b>UNRISD</b>	Institut de recherche des Nations Unies pour le Développement Social

## Remerciements

**Mme Soham El WARDINI**, Maire de la ville de Dakar pour son engagement, à travers ses services administratifs et techniques, qui ont facilité la conduite de l'étude.

**Pr. Ahmadou Aly MBAYE**, Recteur de l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar (UCAD) pour son soutien et appui scientifique pour la réalisation de l'étude.

**M. Mourade Diye GUEYE**, Secrétaire Général de la ville de Dakar, pour la bonne diligence des directives de Madame le Maire pour la réalisation de l'étude.

**Mme Maimouna Isabelle DIENG**, Directrice Exécutive de la Plateforme des acteurs non étatiques (PFAnE), pour son appui technique et logistique.

**M. Birakane NDIAYE**, Directeur de cabinet du Maire de la Ville de Dakar.

**M. Ckeikh GUEYE**, Maire de la commune de Dieuppeul-Derklé, Délégué général du RACTES

## Résumé

Au Sénégal, le **contexte est plutôt favorable** au développement de l'économie sociale et solidaire (ESS), mais avec de nouveaux chantiers. Au niveau politique, la création d'un ministère dédié est un outil important de pilotage du secteur. Toutefois, le **cadre juridique est encore en construction** avec un processus d'élaboration d'une lettre de politique sectorielle et d'une loi-cadre de l'ESS, qui devrait permettre d'améliorer la gouvernance du secteur.

Malgré plusieurs projets et programmes de soutien aux populations et aux Organisations d'Economie Sociale et Solidaire (OESS) initiés par la Ville de Dakar, le processus de développement d'une politique de l'ESS est limité par un certain nombre de contraintes à savoir : l'inexistence de cadre juridique adapté à l'hétérogénéité de ce secteur, le défaut de planification, de promotion et de visibilité du secteur dans la politique locale, la professionnalisation des acteurs, et la non inclusivité de l'implication des OESS dans la définition de politiques publiques.

La **multiplicité des structures en charge de l'ESS** dans la Ville ne facilite pas l'aide à la décision, pour la conception et la mise en œuvre d'une politique publique locale planifiée assurant la promotion et la visibilité du secteur. Les mécanismes participatifs, de consultations et de partage d'information existants restent encore peu fonctionnels pour permettre aux détenteurs d'enjeux d'interpeller les services techniques, les structures d'accompagnement et les élus municipaux sur les projets et programmes, les procédures de sélection, de financement, d'accompagnement et de suivi de l'appui aux stratégies d'insertion économique et sociale.

La Ville de Dakar en mettant plusieurs **structures décentralisées d'accompagnement** (le FODEM, la CEPEM, la Mutuelle d'épargne et la Coopérative d'habitat...) appuie les OESS. Ces structures sont des outils d'accompagnement des OESS qui se positionnent tout au long du processus de l'entrepreneuriat social. Ces outils sont des piliers complémentaires dans la stratégie de soutien aux OESS pour augmenter la pérennité des entreprises sociales avec un accompagnement personnalisé.

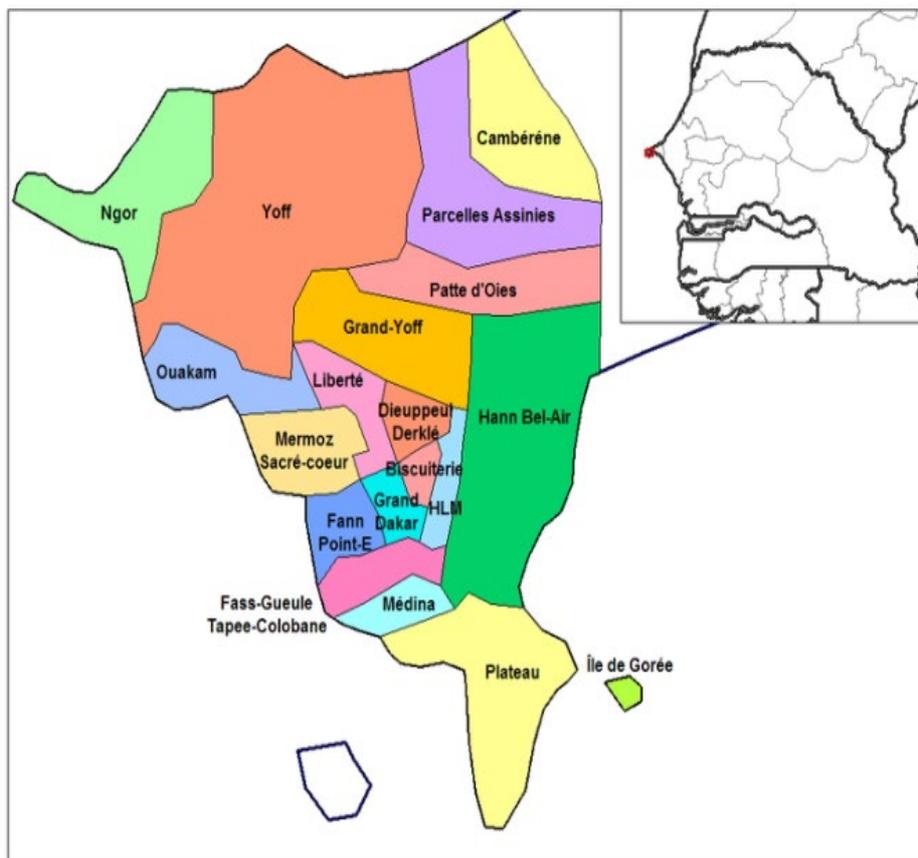
La Ville de Dakar à travers ses différents projets isolés, a développé **un faisceau d'actions concourant à promouvoir l'ESS** dans ses plans et programmes de développement. L'existence d'**initiatives de formation non articulées à l'ESS** est une opportunité de renforcement des capacités des OESS. Ces formations s'appuient sur un paquet de services non-financiers intégrant la formation et l'encadrement des entreprises sociales.

Toutefois, il n'y a pas encore un cadre incitatif pour faciliter l'accès des entreprises sociales aux commandes publiques ou aux financements, malgré, l'existence de nombreuses **structures nationales de financement qui restent non adaptées pour les OESS**.

La création en 2017 de la Direction de l'Encadrement de l'ESS au sein d'un ministère dédié à l'ESS est une opportunité pour une sensibilisation, une information et un plaidoyer renforcés de l'ESS dans les politiques publiques. La Ville de Dakar et la Plateforme des acteurs non étatiques, en mettant en place le RACTES pour promouvoir l'ESS dans les politiques publiques, ont développé **une approche multi-acteurs** à travers **une campagne** pour sensibiliser, informer et influencer et pour impulser la promotion de l'ESS dans les politiques publiques au sein de la gouvernance locale.

L'inexistence d'**un dispositif systématique de collecte de données et de recherches sur l'ESS** limite l'analyse et la production systématique de connaissances pour capitaliser les acquis et les expériences en vue de l'élaboration de politiques publiques de promotion et de développement de l'ESS dans le périmètre du territoire de la Ville.

## Découpage de la Ville de Dakar



Source : WikiCommons, [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Dakar\\_communes\\_d%27arrondissement.png](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Dakar_communes_d%27arrondissement.png).

预览已结束，完整报告链接和二维码如下：

[https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5\\_20638](https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5_20638)

